



DECLARATION INTERSYNDICALE 7 octobre 2009

Nous sommes réunis aujourd'hui 7 octobre, à l'appel des syndicats CFDT - CFE/CGC- CGT-- FSU - CFTC - Solidaires et UNSA à l'initiative de la CSI : Confédération Syndicale Internationale, pour manifester notre solidarité et faire aboutir les revendications des salariés du monde entier.

Mais une fois de plus, nous nous retrouvons surtout dans la rue pour manifester notre exaspération face à la situation économique et sociale de notre pays, de notre département...

Dans un contexte de grave crise financière, économique et surtout sociale, par notre présence, nous manifestons notre solidarité avec les travailleuses et les travailleurs du monde entier.

La crise sociale est loin d'être terminée. Le chômage va encore frapper dans les mois qui viennent.

40 à 60 millions de personnes supplémentaires vont tomber dans le chômage.

On devrait atteindre le chiffre record de 219 à 241 millions de chômeurs dans le monde.

Voilà pourquoi la solidarité internationale des travailleuses et des travailleurs est un enjeu essentiel ici en France comme partout dans le monde.

Le combat pour le travail décent prend tout son sens aussi en France, cela ne concerne pas que les pays émergents.

- Pour maintenir durablement le niveau de protection sociale solidaire,
- Pour sauvegarder les services publics,
- Pour combattre la précarité croissante,
- Pour rendre la répartition des richesses plus juste

En France aussi il nous faut être mobilisés, comme le sont aujourd'hui des millions de travailleurs de par le monde qui continuent à n'avoir aucun droit ou si peu.

Soyons certains que les acquis sociaux ne sont jamais acquis pour la nuit des temps.

En France, battons-nous pour les garder et en obtenir de nouveaux, comme dans le monde, d'autres syndicalistes se battent pour les conquérir.

Pour toutes ces raisons, Les organisations syndicales appelantes réaffirment leur volonté d'aboutir sur les 10 points de la plate forme revendicative unitaire précisée le 25 mai :

- revalorisation du SMIC, minima sociaux, pensions, retraites,
- aide publique conditionnée à des contreparties,
- mise en œuvre d'un plan ambitieux pour l'emploi et les jeunes,
- suppression du bouclier fiscal et de la défiscalisation des HS,
- arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique,
- autre politique salariale, industrielle et d'emploi pour résorber la précarité,
- amélioration de l'accès et du niveau d'indemnisation du chômage partiel,
- redistribution des richesses produites au profit des salariés,
- utilisation des aides publiques au bénéfice de l'emploi et des jeunes,
- respect et amélioration des droits syndicaux.

Avec la Confédération syndicale internationale et toutes les organisations syndicales du monde entier, imposons aux chefs d'Etat et de gouvernement et au patronat, des normes de travail qui respectent la dignité humaine, la dignité de chaque travailleuse et de chaque travailleur, en un mot : **le travail décent**.

Tous ensemble, nous pensons que le travail décent résume les aspirations des êtres humains à accéder

- à un emploi
- à une juste rémunération
- à jouir de droits, de moyens d'expression et de reconnaissance
- à bénéficier d'une stabilité familiale et d'un développement personnel
- à bénéficier de justice et d'égalité entre les sexes.

Mais en France-même,

- Où en est-on du droit à un emploi pour tous les chômeurs notamment les seniors et les jeunes ?
- Où en est-on du droit à un salaire qui permette de vivre dignement au moment où se multiplient les travailleurs pauvres ?
- Où en est-on du droit syndical quand on voit le nombre de salariés protégés poursuivis ?
- Où en est-on du travail décent quand des entreprises exercent des pressions folles sur les salariés au point que certains en viennent à se suicider ?
- Où en est-on du travail décent dans les entreprises qui font de la crise un alibi pour licencier leurs salariés ?

Alors oui ! C'est aussi dans notre pays, en France, que nous devons mener ce combat pour un travail décent. Et ce combat nous serons plus forts pour le mener si nous restons unis.

Unis au sein de l'Intersyndicale qui existe maintenant depuis un an. Cette Intersyndicale qui a réussi à rassembler autour d'une Déclaration commune et d'actions de grande ampleur. Ne cassons pas cette réussite qui est unique dans l'histoire du syndicalisme français où la désunion et la dispersion ont parfois trop régné.

Ne perdons pas de vue ce qui est le plus important, ce qui est notre raison syndicale d'exister : **l'intérêt des salariés**.

Ce qui se passe en Saône-et-Loire montre qu'une multitude d'actions s'organise pour répondre à la crise et au projet gouvernemental et au projet patronal.

Je donne la parole à nos camarades des autres confédérations qui vont faire rapidement un état des lieux des actions et des mobilisations locales.